



# Sénateurs républicains: que l'assassinat de Khashoggi ait été commandité par le prince héritier saoudien «ne fait pas question»

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 06 décembre 2018  
[wsws.org](#) 5 décembre 2018

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Les sénateurs américains, dont des républicains en vue d'habitude fidèles à Donald Trump, sont sortis mardi d'un briefing de la directrice de la CIA Gina Haspel en disant que leur conviction était renforcée : le prince héritier saoudien et chef d'Etat de fait Mohammed bin Salman, était bien responsable de l'assassinat le 2 octobre du journaliste auto-exilé et ancien initié du régime Jamal Khashoggi, au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul.

Le sénateur républicain du Tennessee Bob Corker, président du Comité sénatorial des relations extérieures, a déclaré à la presse que si bin Salman était présenté devant un jury, accusé de meurtre, il serait déclaré coupable en 30 minutes.

«Je n'ai aucun doute dans mon esprit: le prince héritier a dirigé l'assassinat et a été tenu au courant de la situation tout au long de celui-ci», a déclaré Corker.

«Il n'y a pas de pistolet fumant, il y a une scie fumante», a déclaré aux médias le sénateur républicain Lindsey Graham de Caroline du Sud, faisant référence à une scie à os apportée à Istanbul, dans le but de démembrer le corps de Khashoggi, par l'escadron de la mort de 15 membres envoyé d'Arabie saoudite .

«Cela ne fait que confirmer ce que je pensais depuis le début. Tout cela mène au prince héritier », a déclaré le sénateur républicain de l'Alabama Richard Shelby. « Cela serait contraire à la logique » de croire l'opposé, a-t-il ajouté, faisant remarquer que des membres de la garde royale du prince faisaient partie du commando assassin.

Le briefing de Haspel, qui s'est rendu en Turquie à la suite du meurtre et a examiné les preuves du crime, y compris une cassette audio de ce meurtre brutal, est intervenu une semaine après que le secrétaire d'État Mike Pompeo et le secrétaire à la Défense, le général James Mattis, eurent témoigné devant le Sénat. Tous deux ont insisté pour dire qu'il n'y avait pas de «pistolet fumant» prouvant la responsabilité de bin Salman. Ils ont averti que la proposition de loi mettant fin au soutien des États-Unis à la guerre quasi génocidaire dirigée par l'Arabie saoudite contre le Yémen ou toute autre sanction importante contre Riyadh porterait atteinte à la sécurité nationale américaine.

Dans une répudiation de la position de l'administration et fâchés du fait que Haspel n'ait pas comparu avec les deux secrétaires pour fournir des renseignements sur l'assassinat de Khashoggi, 14 républicains ont rejoint les démocrates du Sénat mercredi dans un vote de 63 contre 37 en faveur d'une motion destinée à avancer le projet de loi coupant l'aide à la guerre au Yémen.

Certains républicains qui ont voté avec les démocrates pour accélérer le projet de loi indiquent maintenant qu'ils voteront contre ou le modifieront. S'il finit par être adopté, il est certain qu'il sera bloqué par les dirigeants républicains à la Chambre des représentants. Trump a également indiqué qu'il opposerait son veto à une telle mesure.

Si les dirigeants du Sénat et des membres dirigeants des commissions sur la Sécurité nationale et les Crédits ayant écouté Haspel n'ont pas voulu donner de détails sur ce briefing classifié, Graham a rapporté que la cheffe de la CIA avait amené avec elle une équipe d'analystes du renseignement et a dit du briefing, « vous pouvez être sûrs que c'est du sérieux et que les preuves sont accablantes. »

Selon de nombreuses informations, la CIA aurait conclu avec une « forte certitude » que Ben Salman avait ordonné l'assassinat. Plus récemment, des fuites de la CIA ont révélé que des communications téléphoniques interceptées avaient détecté au moins 11 messages entre le prince héritier et le responsable saoudien chargé de superviser l'opération depuis Riyad immédiatement avant, pendant et après le meurtre macabre. Également intercepté, un message d'un aide proche de bin Salman, qui dirigeait l'escadron de la mort, au responsable saoudien à Riyad, lui ordonnait de « dire à [son] chef » que Khashoggi était mort.

Haspel, qui a elle-même supervisé la torture sur un site noir de la CIA en Thaïlande et a par la suite été impliquée dans la destruction de bandes enregistrant les séances de torture, aurait été furieuse face aux fuites.

Un autre aspect des préparatifs de l'assassinat coté saoudien a été révélé par un exilé saoudien au Canada. Celui-ci qui a intenté cette semaine un procès à une entreprise de cybersécurité israélienne, le groupe NSO, accusant le logiciel utilisé par cette entreprise de pirater son portable pour transmettre des conversations qu'il avait eues avec Khashoggi aux autorités saoudiennes.

Le logiciel utilisé, appelé Pegasus, permet au pirate d'accéder à toutes les informations stockées dans le téléphone et d'utiliser celui-ci pour effectuer secrètement une surveillance vidéo et audio du sujet.

Des documents juridiques déposés au nom de l'exilé saoudien résidant au Canada, Omar Abdulaziz, 27 ans, déclarent que lui et Khashoggi avaient discuté de la création d'un site Web défendant les droits de l'homme au Moyen-Orient, ainsi que de projets d'achat de cartes SIM étrangères pour des militants en Arabie saoudite afin d'ouvrir des comptes Twitter pour critiquer le régime monarchique du pays. D'autres messages en provenance de Khashoggi auraient vivement dénoncé Mohamed bin Salman.

Si la société israélienne a qualifié le procès de « sans fondement » et insisté sur le fait qu'elle n'était pas responsable de la manière dont ses clients utilisaient son logiciel, les gouvernements israélien et saoudien ont secrètement entretenu des relations plus étroites dans le cadre de l'axe anti-Iran promu par Washington au Moyen-Orient.

Les déclarations des sénateurs américains mardi vont à l'encontre de la position du gouvernement Trump selon laquelle il n'existe aucune preuve concluante établissant un lien entre Ben Salman et l'assassinat de Khashoggi. La Maison Blanche a aussi insisté pour dire que l'assassinat du résident américain et chroniqueur du *Washington Post* ne devait pas entraver la campagne anti-iranienne, ni les investissements et contrats de ventes d'armes à hauteur de centaines de milliards de dollars que l'administration dit avoir obtenus de

Riyadh, ni la collaboration avec la monarchie saoudienne pour maintenir bas les prix du pétrole.

Le *Washington Post* et le *Wall Street Journal* ont publié mardi des éditoriaux inquiets critiquant la réaction du gouvernement Trump à l'assassinat de Khashoggi et exprimant l'inquiétude au sein de la classe dirigeante américaine face au traitement insensible d'un crime international brutal qui sape les tentatives américaines de se présenter en champion des droits de l'homme dans la poursuite de ses intérêts impérialistes. Il y a sans aucun doute aussi l'inquiétude que Washington a lié trop étroitement sa politique du Moyen-Orient aux intérêts de la monarchie saoudienne, au lieu de subordonner plus directement Riyad aux objectifs propres de l'impérialisme américain.

Le *Wall Street Journal* a suggéré que Trump aurait dû « manifester plus de dégoût pour le meurtre de Khashoggi » et décrire les relations américano-saoudiennes en termes moins « transactionnels ». Il a également averti que « couper les ventes d'armes irait trop loin de notre point de vue ».

Le *Washington Post* a souligné que « l'Arabie saoudite et Mohammed bin Salman ne sont pas synonymes » et que le prince héritier est « incontrôlable », comme en témoigne le « high five » qu'il a échangé avec Vladimir Poutine au sommet du G20 à Buenos Aires. Selon l'éditorial, il ne fallait pas permettre à Bin Salman de « nuire aux intérêts des États-Unis au Moyen-Orient » ; il suggérant que certains membres de l'armée et des renseignements pourraient envisager un changement de régime au sein de la monarchie saoudienne.

L'hypocrisie de toutes ces protestations est souligné par le fait que les hauts responsables des deux partis au Sénat et les rédactions des principaux journaux américains n'ont eu aucune difficulté à accepter les crimes du régime saoudien, commis avec le soutien total des administrations Obama et Trump alors que des dizaines de milliers de personnes sont assassinées au Yémen et que des millions sont menacées de famine.

Leur principale souci aujourd'hui n'est pas le destin personnel de Khashoggi ni le caractère barbare de son assassinat, mais plutôt le fait que l'assassinat et sa révélation pourraient être le symptôme d'une crise profonde de la monarchie saoudienne, pilier réactionnaire de la politique impérialiste américaine au Moyen-Orient.

**Bill Van Auken**

Article paru en anglais, WSWs, le 5 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Bill Van Auken](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

---

Articles Par : **[Bill Van Auken](http://wsws.org)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)